

I. WEYKMANS,
De Minister van Cultuur en Sport,
Werkgelegenheid en Media
L. KLINKENBERG,
De Minister van Onderwijs
en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

Zitting 2022-2023

Parlementaire stukken: 270 (2022-2023) Nr. 1 Voorstel van decreet

270 (2022-2023) Nr. 2 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 22 mei 2023 - Nr. 58 Bespreking en stemming

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C – 2023/45155]

4 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession

Rapport au Roi

Sire,

Le présent projet vise à modifier la réglementation sur le cautionnement prévue dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, ci-après nommé « l'AR RGE ».

L'objectif est de stimuler l'accès des petites et des moyennes entreprises aux procédures de marchés publics. En effet, bien que les PME constituent 99,8 pour cent du nombre d'entreprises en Belgique, qu'elles génèrent un volume d'emploi important et qu'elles contribuent largement à la création de richesses dans notre pays, elles se voient attribuer moins de la moitié de la valeur totale des marchés publics passés au sein de l'Union européenne. Vu l'importance des PME dans notre pays, il serait intéressant que leur participation soit davantage stimulée via un ensemble de mesures.

Cette mesure s'inscrit par ailleurs dans la droite ligne de l'action PME 5 « 5. Stimuler – Évaluation de la législation sur les marchés publics – volet PME » du plan d'action visant à stimuler l'accès des PME aux marchés publics, qui a été adopté par le Gouvernement en novembre 2021.

Les règles actuelles sont interprétées comme imposant en principe un cautionnement pour tous les marchés publics, sauf pour des exceptions limitativement énumérées (ex. : les marchés de services d'assurances, les marchés de services relatifs aux services juridiques, pour autant qu'ils ne soient pas exclus sur la base des articles 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, et/ou 108, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi,...). Lorsqu'un adjudicateur souhaite ne pas exiger de cautionnement alors qu'il ne se trouve pas dans un cas d'exceptions, il doit appliquer l'article 9, § 4. Il ne peut dès lors renoncer à demander un cautionnement que dans des cas dûment motivés et dans la mesure rendue indispensable par les exigences particulières du marché, ce qui mène à l'imposition systématique d'un cautionnement. Or, cette imposition systématique est une entrave à la participation des PME aux marchés publics. Il a dès lors été décidé d'assouplir les règles.

En outre, l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession, a été modifié. Il a été décidé de prolonger le délai fixant l'entrée en vigueur de l'obligation faite aux opérateurs économiques d'envoyer leurs factures de manière électronique, pour les marchés publics et les concessions, dont la valeur estimée est inférieure à 30 000 euros mais supérieure à 3 000 euros. Une erreur est également corrigée dans la version française.

Enfin, sauf disposition contraire dans le rapport au Roi, il a été tenu compte des remarques formulées dans l'avis 73.867/1 du Conseil d'Etat, donné le 14 juillet 2023.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2023/45155]

4 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten

Verslag aan de Koning

Sire,

Dit ontwerp wijzigt de borgtochtregeling zoals vervat in het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, hierna "het KB AUR" genoemd.

Het doel is de toegang van kleine en middelgrote ondernemingen tot procedures voor overheidsopdrachten te bevorderen. Hoewel kmo's 99,8 procent van het aantal ondernemingen in België vertegenwoordigen, voor veel werkgelegenheid zorgen en in ruime mate bijdragen tot welvaartscreatie in ons land, krijgen zij immers minder dan de helft van de totale waarde van de in de Europese Unie geplaatste overheidsopdrachten toegewezen. Gezien het belang van kmo's in ons land zou het interessant zijn om hun deelname extra te stimuleren met behulp van enkele maatregelen.

Deze maatregel sluit overigens volledig aan bij kmo-actie 5 "5. Stimuleren – Evaluatie wetgeving overheidsopdrachten – luik kmo's" van het actieplan ter bevordering van de toegang van de kmo's tot overheidsopdrachten dat door de Regering in november 2021 aangenomen werd.

De huidige regels worden aldus geïnterpreteerd dat ze in principe een borgtocht opleggen voor alle overheidsopdrachten, behoudens enkele limitatief opgesomde uitzonderingen (bv.: opdrachten voor verzekeringsdiensten, opdrachten inzake juridische dienstverlening, voor zover ze niet zijn uitgesloten op grond van artikel 28, § 1, eerste lid, 4^o, en/of 108, § 1, eerste lid, 2^o, van de wet,...). Indien een aanbesteder geen borgtocht wenst te eisen wanneer er geen uitzondering van toepassing is, moet hij artikel 9, § 4, toepassen. Hij kan dus alleen in behoorlijk gemotiveerde gevallen en voor zover de bijzondere eisen van de opdracht dat noodzakelijk maken, afzien van de eis van een borgtocht. Dit leidt tot het systematisch opleggen van een borgtocht, wat een belemmering vormt voor de deelname van kmo's aan overheidsopdrachten. Daarom werd besloten de regels te versoepelen.

Bovendien wordt het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten gewijzigd. Er is beslist de termijn die de inwerkingtreding bepaalt van de verplichting voor ondernemers om hun facturen elektronisch te versturen, te verlengen voor overheidsopdrachten en concessies waarvan de geraamde waarde lager is dan 30 000 euro maar hoger dan 3 000 euro. In de Franse versie wordt ook een fout verbeterd.

Behoudens andersluidende bepaling in het verslag aan de Koning werd tot slot rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State zoals geformuleerd in het advies nr. 73.867/1 van 14 juli 2023.

L'article 1^{er} du projet remplace l'article 25 de l'AR RGE. Le nouvel article précise que la constitution d'un cautionnement est en principe exigée. Le montant de ce cautionnement est fixé d'office à cinq pour cent de la valeur du marché. L'adjudicateur peut néanmoins décider de ne pas exiger de cautionnement ou prévoir un pourcentage inférieur à cinq pour cent, sans que cela ne constitue une dérogation aux règles générales d'exécution. Il doit néanmoins pour ce faire insérer une disposition en ce sens dans les documents du marché. A noter qu'aucune motivation n'est nécessaire. En effet, lorsque l'adjudicateur décide de ne pas exiger de cautionnement ou de prévoir un cautionnement inférieur à cinq pour cent, il ne fait qu'appliquer l'article 25, § 1^{er}, en projet. Cela ne constitue dès lors pas une dérogation. L'adjudicateur ne doit donc pas faire application de l'article 9, § 4. Ce n'est que lorsque l'adjudicateur décide d'exiger un cautionnement dont le pourcentage est supérieur à cinq pour cent qu'il déroge à l'article 25. Il doit en conséquence motiver son choix et faire application de l'article 9, § 4. Il faut dès lors que les exigences particulières du marché rendent indispensables la dérogation et que la motivation figure dans les documents du marché.

Toutefois, les adjudicateurs sont invités à ne pas imposer de cautionnement lorsque celui-ci n'est pas nécessaire. Un cautionnement n'est en effet pas sans conséquence financière pour l'opérateur économique qui verra une partie de ses liquidités bloquées. De plus, en cas de constitution d'un cautionnement, d'importantes charges administratives pèseront non seulement sur l'opérateur économique mais également sur l'adjudicateur qui devra faire les vérifications adéquates.

Pour rappel, l'actuel article 25 de l'AR RGE prévoit une série d'exceptions dans lesquelles aucun cautionnement ne peut être exigé, sauf disposition contraire dans les documents du marché. Ces exceptions n'ont pas été maintenues, sauf l'exception liée aux marchés dont le montant est inférieur à un certain seuil (voir infra). Mais, même si ces exceptions ne sont plus reprises dans le présent projet, l'adjudicateur qui se trouverait dans une de ces hypothèses doit se montrer particulièrement prudent. Le cautionnement pourrait en effet se révéler bien souvent inopportun dans un tel cas. De plus, l'adjudicateur, qui passerait un marché dans un secteur sensible à la fraude, doit également faire preuve de la plus grande prudence. Dans un tel cas, en effet, il pourrait se révéler opportun d'exiger un cautionnement.

Pour les marchés dont le montant est inférieur à 50 000 euros, aucun cautionnement ne peut en principe être exigé par l'adjudicateur. Il est rappelé que cette limite minimale de 50 000 euros est applicable aussi bien dans l'hypothèse de l'article 25, § 1^{er}, que dans les hypothèses des §§ 2 et 3 du même article. A noter que l'actuel article 25 prévoit des seuils différenciés en fonction qu'il s'agit d'un marché passé dans les secteurs classiques (50 000 euros) ou d'un marché passé dans les secteurs spéciaux (100 000 euros). Désormais, le montant de 50 000 euros est applicable non seulement aux secteurs classiques mais également aux secteurs spéciaux. Un seuil unique semble en effet être plus facile à appréhender et aucune raison objective ne semble pouvoir justifier des seuils différenciés.

En outre, pour ce qui concerne l'exception concernant les marchés dont le montant est inférieur à 50 000 euros, c'est le montant d'attribution qu'il faut prendre en compte et non la valeur estimée. Il pourrait dès lors arriver en pratique que le marché soit estimé par l'adjudicateur comme étant légèrement inférieur au seuil alors qu'en réalité il s'avère être supérieur. Dans un tel cas, il est conseillé aux adjudicateurs d'utiliser une clause conditionnelle, selon laquelle un cautionnement n'est requis que si le seuil de 50 000 euros est atteint.

A toutes fins utiles, il est précisé que pour ce qui concerne l'accord-cadre, c'est le montant total qui doit être pris en compte pour déterminer si le seuil de 50 000 euros est atteint et non le montant des marchés basés sur l'accord-cadre. Un accord-cadre dont le montant total serait par exemple de 55 000 euros mais dont les montants des marchés basés sur cet accord-cadre seraient inférieurs à 50 000 euros ne serait dès lors pas visé par l'exception liée au seuil de 50 000 euros.

Il est important de garder à l'esprit que même si le marché entre dans le champ d'application de l'exception précitée, l'adjudicateur conserve la possibilité d'y déroger en imposant un cautionnement moyennant une motivation expresse en exécution de l'article 9, § 4, alinéa 2, deuxième phrase.

En ce qui concerne l'accord-cadre, la possibilité pour l'adjudicateur de prévoir, soit un cautionnement par marché conclu, soit un cautionnement global pour tout l'accord-cadre (uniquement lorsque l'accord-cadre est conclu avec un seul adjudicataire), est maintenue.

Artikel 1 van het ontwerp vervangt artikel 25 van het KB AUR. Het nieuwe artikel bepaalt dat in principe een borgtocht vereist is. Het bedrag van de borgtocht wordt automatisch vastgesteld op vijf procent van de waarde van de opdracht. De aanbesteder kan echter beslissen geen borgtocht te eisen of een lager percentage dan vijf procent vast te stellen, zonder dat dit een afwijking vormt van de algemene uitvoeringsregels. Daartoe moet hij echter een bepaling in die zin opnemen in de opdrachtdocumenten. Een motivering is niet vereist. Wanneer de aanbesteder beslist geen borgtocht te eisen of te voorzien in een borgtocht van minder dan vijf procent, past hij immers alleen het ontwerp van artikel 25, § 1, toe. Het gaat zodoende niet om een afwijking. De aanbesteder hoeft dus artikel 9, § 4, niet toe te passen. Alleen als de aanbesteder besluit een borgtocht te eisen met een hoger percentage dan vijf procent, wijkt hij af van artikel 25. Hij moet een dergelijke keuze dan ook motiveren en artikel 9, § 4, toepassen. Daartoe is vereist dat de bijzondere eisen van de opdracht de afwijking noodzakelijk maken. De motivering moet in de opdrachtdocumenten vermeld worden.

De aanbesteder wordt echter aangeraden geen borgtocht op te leggen als dat niet nodig is. Een borgtocht heeft immers financiële gevolgen voor de ondernemer die een deel van zijn liquide middelen geblokkeerd ziet. In geval van een borgtocht wordt bovendien niet alleen de ondernemer met aanzienlijke administratieve lasten geconfronteerd, maar ook de aanbesteder die de nodige controles moet verrichten.

Ter herinnering, het huidige artikel 25 van het KB AUR vermeldt enkele uitzonderingen waarbij geen borgtocht kan worden geëist, behoudens andersluidende bepaling in de opdrachtdocumenten. Deze uitzonderingen werden niet behouden, behalve de uitzondering voor opdrachten waarvan het bedrag lager is dan een bepaalde drempel (zie infra). Hoewel deze uitzonderingen niet meer vermeld zijn in dit ontwerp, moet een aanbesteder heel voorzichtig te werk gaan indien hij zich in een van deze gevallen bevindt. Een borgtocht kan in deze gevallen vaak ongepast blijken. Bovendien moet ook een aanbesteder die een opdracht wil gunnen in een fraudegevoelige sector, heel voorzichtig zijn. In deze gevallen zal het doorgaans wenselijk zijn een borgtocht te eisen.

Voor opdrachten waarvan het bedrag lager is dan 50 000 euro mag de aanbesteder in principe geen borgtocht eisen. Er wordt aan herinnerd dat deze minimumgrens van 50 000 euro zowel van toepassing is in het geval bedoeld in artikel 25, § 1, als in de gevallen bedoeld in de §§ 2 en 3 van hetzelfde artikel. Hierbij wordt opgemerkt dat het huidige artikel 25 verschillende drempels vermeldt naargelang de opdracht geplaatst wordt in de klassieke sectoren (50 000 euro) dan wel in de speciale sectoren (100 000 euro). Voortaan zal het bedrag van 50 000 euro niet alleen gelden voor de klassieke sectoren maar ook voor de speciale sectoren. Eén enkele drempel lijkt immers makkelijker toepasbaar en er lijkt geen objectieve reden te zijn om verschillende drempels te rechtvaardigen.

Wat de uitzondering betreft voor opdrachten waarvan het bedrag lager is dan 50 000 euro, moet bovendien het gunningsbedrag en niet de geraamde waarde in aanmerking worden genomen. In de praktijk kan het dus gebeuren dat de aanbesteder de opdracht iets onder de drempel raamt, terwijl deze in werkelijkheid hoger blijkt. In dat geval wordt aanbesteders aangeraden een voorwaardelijke clausule te gebruiken, volgens dewelke een borgtocht alleen vereist is indien de drempel van 50 000 euro bereikt is.

Voor alle duidelijkheid wordt vermeld dat, wat raamovereenkomsten betreft, het totale bedrag in aanmerking moet worden genomen om te bepalen of de drempel van 50 000 euro bereikt is, en niet het bedrag van de opdrachten die op de raamovereenkomst gebaseerd zijn. Een raamovereenkomst voor een totaalbedrag van, bijvoorbeeld, 55 000 euro maar waarvan de opdrachten die erop gebaseerd zijn minder bedragen dan 50 000 euro, zou dus niet vallen onder de uitzondering inzake de drempel van 50 000 euro.

Hierbij mag niet uit het oog worden verloren dat zelfs als de opdracht onder de voormelde uitzondering valt, de aanbesteder de mogelijkheid behoudt om hiervan af te wijken en een borgtocht kan opleggen mits hij dit uitdrukkelijk motiveert overeenkomstig artikel 9, § 4, tweede lid, tweede zin.

Wat de raamovereenkomst betreft, behoudt de aanbesteder de mogelijkheid om ofwel een borgtocht per gesloten opdracht, ofwel een globale borgtocht voor de hele raamovereenkomst op te leggen (alleen indien de raamovereenkomst met één opdrachtnemer wordt gesloten).

Pour ce qui concerne le cautionnement constitué par marché fondé sur un accord-cadre, il a été choisi d'appliquer les règles générales en matière de cautionnement.

Par contre, en cas de constitution d'un cautionnement global pour l'accord-cadre (conclu avec un seul adjudicataire), le cautionnement global est fixé à trois pour cent du montant estimé de l'accord-cadre. L'adjudicateur peut prévoir un pourcentage inférieur à trois pour cent en insérant une disposition en ce sens dans les documents du marché. Il peut également exiger un cautionnement dont le pourcentage est supérieur à trois pour cent mais dans ce dernier cas, il doit faire application de l'article 9, § 4.

L'accord-cadre peut être un instrument utile pour l'adjudicateur. Néanmoins, il convient de préciser que l'adjudicateur a tout intérêt, en vue d'obtenir des offres intéressantes, à garantir des quantités minimales dans les documents du marché, valorisant ainsi le potentiel complet de cette technique d'acquisition. S'il existe une grande incertitude quant à la question de savoir si l'accord-cadre sera effectivement utilisé à hauteur de l'estimation, l'adjudicateur ne devrait généralement pas opter pour un cautionnement global, car cela pourrait mener à un cautionnement disproportionné.

L'article 2 du projet concerne l'article 33 de l'AR RGE. Actuellement, il est prévu que la demande de l'adjudicataire de procéder à la réception soit considérée comme une demande de libération du cautionnement. Dans un certain nombre d'hypothèses, il n'existe cependant pas une telle demande de l'adjudicataire de procéder à la réception.

Il a été décidé de ne pas généraliser la demande de réception pour toutes les hypothèses, car cela créerait dans certains cas une formalité administrative supplémentaire pour l'adjudicataire. Le projet opte pour que le cautionnement soit libéré (à l'initiative de l'adjudicateur), même sans que l'adjudicataire en fasse la demande, si l'adjudicateur accepte la réception. L'acceptation de la réception devrait ainsi mener à une libération obligatoire du cautionnement pour moitié ou en totalité. Cela ne signifie pas pour autant que l'adjudicateur ne puisse plus formuler d'observations (des points à améliorer) suite à la réception.

Le point de départ du délai de quinze jours visé à l'article 33, alinéa 2, a également été adapté en fonction de ce qui précède. Il s'agit de la date effective de la réception, qui est déterminante comme point de départ, et non plus la demande de réception (qui, comme déjà indiqué, n'existe pas dans tous les cas).

L'article 3 du projet introduit un nouvel article 33/1 qui vise à obtenir des données pour permettre de monitorer le cautionnement. Cet article impose à l'adjudicateur de signaler, dans un formulaire disponible sur la plateforme e-Procurement, l'exigence d'un cautionnement, son montant ou l'absence de cautionnement. Ce formulaire est associé à l'avis d'attribution de marché ou à l'avis d'attribution de marché simplifié.

Enfin, l'article 4 du projet modifie l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession. Le délai concernant l'entrée en vigueur de l'obligation, pour les opérateurs économiques, d'envoyer leurs factures de manière électronique pour les marchés publics et les contrats de concession dont la valeur estimée est inférieure à 30 000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée (exception faite des marchés dont le montant estimé est égal ou inférieur à 3 000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée), est prolongé. Le délai est en effet porté de 18 mois à 22 mois, ce qui signifie que cette obligation n'entrera en vigueur que le 1^{er} mars 2024. Cette prolongation permettra aux adjudicataires de bénéficier d'un délai supplémentaire pour se conformer à cette obligation et d'ainsi mettre en place les mesures nécessaires. Enfin, la modification vise également à corriger une erreur dans la version française et à l'aligner sur la version néerlandaise.

A noter que le présent article 4 diffère de celui qui a été présenté au Conseil d'Etat. Le nouvel article 4 postpose en effet le délai susvisé au 1^{er} mars 2024 aussi bien pour les marchés publics que pour les concessions, les concessions n'étant pas reprises dans le projet présenté au Conseil d'Etat. L'avis du Conseil d'Etat n'a dès lors pas été totalement suivi en l'espèce. Il a finalement été jugé opportun d'appliquer la facturation électronique aux concessions dont le montant est inférieur à 30 000 euros (mais supérieur à 3 000 euros) et ce, même si cette application ne sera bien souvent en pratique que théorique (peu de concessions sont inférieures à 30 000 euros). Un nouveau seuil de

Wat de borgtocht voor een op een raamovereenkomst gebaseerde opdracht betreft, werd ervoor geopteerd om de algemene regels inzake borgtocht toe te passen.

Wanneer er een globale borgtocht voor de raamovereenkomst wordt gesteld (gesloten met slechts één opdrachtnemer), dan wordt deze vastgesteld op drie procent van het geraamde bedrag van de raamovereenkomst. De aanbesteder kan bovendien een percentage van minder dan drie procent vaststellen door een bepaling in die zin op te nemen in de opdrachtdocumenten. Hij kan bovendien een borgtocht eisen waarvan het percentage hoger ligt dan drie procent, maar in dat laatste geval, moet hij artikel 9, § 4 toepassen.

Raamovereenkomsten kunnen een nuttig instrument zijn voor aanbesteders. Hierbij wordt evenwel verduidelijkt dat de aanbesteder, met het oog op het bekomen van interessante offertes, er alle belang bij heeft minimale hoeveelheden te garanderen in de opdrachtdocumenten, om het volledige potentieel van deze aankoopstechniek te valoriseren. Indien er veel onduidelijkheid zou zijn over de vraag of er effectief wel evenveel besteld zal worden onder de raamovereenkomst als geraamd, opteert de aanbesteder doorgaans beter niet voor een globale borgstelling, aangezien dit dan kan leiden tot een disproportioneel hoge borgtocht.

Artikel 2 van het ontwerp heeft betrekking op artikel 33 van het KB AUR. Momenteel wordt het verzoek van de opdrachtnemer om tot de oplevering over te gaan, beschouwd als een verzoek tot vrijgave van de borgtocht. In een aantal gevallen is er echter geen dergelijk verzoek van de opdrachtnemer om tot de oplevering over te gaan.

Er werd beslist om het verzoek tot oplevering niet te veralgemenen voor alle gevallen, aangezien dit in sommige gevallen een bijkomende administratieve formaliteit voor de opdrachtnemer zou meebrengen. In het ontwerp is ervoor geopteerd dat de borgtocht wordt vrijgegeven (op initiatief van de aanbesteder), zelfs zonder dat de opdrachtnemer hierom verzoekt, indien de aanbesteder de oplevering aanvaardt. De aanvaarding van de oplevering moet zodoende leiden tot een verplichte vrijgave van de borgtocht, voor de helft of volledig. Dit betekent echter niet dat de aanbesteder naar aanleiding van de oplevering geen opmerkingen (verbeterpunten) meer kan formuleren.

Ook het aanvangstijdstip van de termijn van vijftien dagen bedoeld in artikel 33, tweede lid, werd aangepast in het licht van wat voorafgaat. De effectieve datum van oplevering geldt als aanvangstijdstip, en niet langer het verzoek tot oplevering (dat, zoals reeds aangegeven, niet in alle gevallen bestaat).

Artikel 3 van het ontwerp voert een nieuw artikel 33/1 in dat tot doel heeft gegevens te verkrijgen om toezicht op de borgtocht mogelijk te maken. Dit artikel verplicht de aanbesteder om in een formulier dat beschikbaar is op het platform e-Procurement aan te geven of een borgtocht vereist is, voor welk bedrag, dan wel dat er geen borgtocht van toepassing is. Dit formulier is gekoppeld aan de aankondiging van gegunde opdracht of de vereenvoudigde aankondiging van gegunde opdracht.

Tot slot wijzigt artikel 4 van het ontwerp artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten. De termijn voor de inwerkingtreding van de verplichting voor ondernemers om hun facturen elektronisch te versturen voor overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten waarvan de geraamde waarde lager is dan 30 000 euro exclusief belasting over de toegevoegde waarde (met uitzondering van opdrachten waarvan het geraamde bedrag gelijk is aan of lager is dan 3 000 euro exclusief belasting over de toegevoegde waarde), wordt verlengd. De termijn van 18 maanden wordt namelijk op 22 maanden gebracht, waardoor deze verplichting pas op 1 maart 2024 in werking treedt. Deze verlenging geeft opdrachtnemers extra tijd om aan deze verplichting te voldoen en de nodige maatregelen te nemen. De wijziging heeft ook tot doel een fout in de Franse versie te verbeteren en deze af te stemmen op de Nederlandse versie.

Opgemerkt wordt dat dit artikel 4 verschilt van het artikel dat aan de Raad van State is voorgelegd. Het nieuwe artikel 4 verlengt bovengenoemde termijn immers tot 1 maart 2024 zowel voor overheidsopdrachten als voor concessies, terwijl concessies niet waren opgenomen in het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp. Het advies van de Raad van State werd in dit geval dus niet volledig gevolgd. Uiteindelijk werd het wenselijk geacht om de elektronische facturering toe te passen op concessies waarvan het bedrag lager is dan 30 000 euro (maar hoger dan 3 000 euro), ook al zal deze toepassing in de praktijk vaak slechts theoretisch zijn (er zijn weinig concessies van minder dan 30 000 euro).

30 000 euros aux concessions complexifierait inutilement la législation. Le seuil de 30 000 euros n'existe actuellement pas pour les concessions.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

Le Ministre des PME,
D. CLARINVAL

Le Secrétaire d'Etat à la Digitalisation,
chargé de la Simplification administrative,
M. MICHEL

Conseil d'Etat,
section de législation

Avis 73.867/1 du 14 juillet 2023 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession'

Le 15 juin 2023, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Premier Ministre à communiquer un avis dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit jusqu'au 1^{er} août 2023 (**), sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 11 juillet 2023. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wouter PAS et Inge VOS, conseillers d'Etat, Michel TISON et Johan PUT, assesseurs, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Arne CARTON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Inge VOS, conseiller d'Etat.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 juillet 2023.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a tout d'abord pour objet de modifier les règles en matière de cautionnement dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 'établissant les règles générales d'exécution des marchés publics' (articles 1^{er} à 3 du projet).

Il modifie en outre un régime existant concernant l'entrée en vigueur des règles relatives aux factures électroniques. L'article 4 du projet remplace à cet effet l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 9 mars 2022 'fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession'.

L'arrêté envisagé entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge* pour les marchés publiés ou qui auraient dû être publiés à partir de cette date, ainsi que pour les marchés pour lesquels, à défaut d'une obligation de publication préalable, l'invitation à introduire une offre est lancée à partir de cette date, à l'exception de l'article 4, qui entre en vigueur le 1^{er} mars 2024 (article 5).¹

Een nieuwe drempel van 30 000 euro voor concessies zou de wetgeving nodeloos ingewikkeld maken. De drempel van 30 000 euro bestaat momenteel niet voor concessies.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Eerste Minister,
A. DE CROO

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

De Minister van KMO's,
D. CLARINVAL

De Staatssecretaris voor Digitalisering,
belast met Administratieve Vereenvoudiging,
M. MICHEL

Raad van State,
afdeling Wetgeving

Advies 73.867/1 van 14 juli 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten'

Op 15 juni 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Eerste Minister verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 1 augustus 2023, (*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 11 juli 2023. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wouter PAS en Inge VOS, staatsraden, Michel TISON en Johan PUT, assessoren, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arne CARTON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Inge VOS, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 juli 2023.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt vooreerst tot wijziging van de regels inzake de borgtocht in het koninklijk besluit van 14 januari 2013 'tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten' (artikelen 1 tot 3 van het ontwerp).

Tevens wordt een bestaande regeling inzake de inwerkingtreding van de regels inzake elektronische facturen gewijzigd. Artikel 4 van het ontwerp vervangt daartoe artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 'tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten'.

Het aan te nemen besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, voor de opdrachten die vanaf die datum bekendgemaakt worden of hadden moeten worden bekendgemaakt, alsook voor de opdrachten waarvoor, bij ontstentenis van een verplichting tot voorafgaande bekendmaking, vanaf deze datum wordt uitgenodigd tot het indienen van een offerte, met uitzondering van artikel 4, dat in werking treedt op 1 maart 2024 (artikel 5).¹

3. Il ressort du préambule que le fondement juridique du projet est recherché dans l'article 14/1, alinéa 4, l'article 86 et l'article 156, § 1^{er}, de la loi du 17 juin 2016 'relative aux marchés publics', ainsi que dans l'article 11/1, alinéa 4, et dans l'article 35, alinéa 1^{er}, de la loi du 13 août 2011 'relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité'.

Les articles 1^{er} à 3 du projet trouvent effectivement un fondement juridique dans les habilitations au Roi lui permettant de fixer les règles générales d'exécution mentionnées à l'article 86, alinéa 1^{er}, et à l'article 156, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 juin 2016 'relative aux marchés publics' et à l'article 35 de la loi du 13 août 2011, visés dans le préambule du projet.

L'article 4 du projet trouve toutefois son fondement juridique dans l'article 26, alinéa 3, de la loi du 7 avril 2019 'modifiant la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession, la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité et modifiant la loi du 4 mai 2016 relative à la réutilisation des informations du secteur public', qui habilite le Roi à fixer la date d'entrée en vigueur des articles 6, 14 et 20 de cette loi. En effet, l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mars 2022, modifié par le projet, règle l'entrée en vigueur des dispositions législatives précitées.

EXAMEN DU TEXTE

Préambule

4. Le préambule doit être mis en conformité avec les observations formulées au point 3 concernant le fondement juridique. Il faut viser l'article 86, alinéa 1^{er}, et l'article 156, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 juin 2016 'relative aux marchés publics', l'article 35 de la loi du 13 août 2011 et l'article 26, alinéa 3, de la loi du 7 avril 2019.

En outre, eu égard à l'observation formulée ci-après au point 9, il faudra, le cas échéant, mentionner également l'article 32/1, alinéa 4, de la loi du 17 juin 2016 'relative aux contrats de concession' dans le préambule.

Article 1^{er}

5. Le délégué a signalé que la limite minimale de 50.000 euros mentionnée au paragraphe 1^{er} de l'article 25, en projet, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 est également applicable aux hypothèses mentionnées aux paragraphes 2 et 3. Dès lors qu'ainsi il faut manifester que, pour pouvoir exiger un cautionnement², le montant calculé conformément au paragraphe 2 s'élève à 50.000 euros au moins et que la valeur estimée totale de l'accord cadre atteint au moins le même seuil³, cette intention devrait être exprimée plus clairement dans le texte du projet.

6. L'article 25, en projet, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 fait la distinction, en ce qui concerne le pourcentage du cautionnement, entre la règle usuelle fixée en principe à 5 % de la valeur du marché (paragraphe 1^{er}) et la possibilité pour les adjudicateurs de fixer un cautionnement global à 3 % du montant estimé pour les accords-cadres conclus avec un seul adjudicataire (paragraphe 3, alinéa 2).

Invité à justifier, au regard du principe d'égalité, le motif raisonnable permettant à l'adjudicataire de fixer un pourcentage inférieur pour les adjudicataires en cas d'accords-cadres conclus avec un seul adjudicataire, le délégué a répondu en ces termes :

« La situation de l'opérateur économique partie à l'accord-cadre n'est pas comparable à celle de l'adjudicataire d'un marché public.

Un tel opérateur économique n'a en effet en principe aucune certitude sur ce qui sera réellement commandé dans le cadre de l'accord-cadre (sauf à prévoir des quantités minimales dans les documents du marché). Il ne sait dès lors pas ce que l'accord-cadre lui rapportera au final. Un cautionnement pourrait, si un pourcentage de 5 % était choisi, conduire à un prélèvement trop élevé par rapport à ce qui sera réellement commandé.

Pour un marché public, même si certains d'entre eux peuvent être d'une valeur considérable, l'adjudicataire aura toujours la certitude que le prix mentionné dans son offre ».

Dans un souci de cohérence de la réglementation, il est néanmoins suggéré, à l'instar du cautionnement de 5 pour cent pour les marchés publics (paragraphe 1^{er}), que le paragraphe 3, alinéa 2, offre également la possibilité aux adjudicateurs de fixer un pourcentage inférieur à 3 pour cent pour les accords-cadres⁴.

3. Rechtsgrond voor het ontwerp wordt, zo blijkt uit de aanhef, gezocht in artikel 14/1, vierde lid, artikel 86 en artikel 156, § 1, van de wet van 17 juni 2016 'inzake overheidsopdrachten' en in artikel 11/1, vierde lid, en artikel 35, eerste lid, van de wet van 13 augustus 2011 'inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied'.

De artikelen 1 tot 3 van het ontwerp vinden inderdaad rechtsgrond in de machtigingen aan de Koning om de algemene uitvoeringsregels te bepalen die zijn vermeld in artikel 86, eerste lid, en artikel 156, § 1, eerste lid, van de wet van 17 juni 2016 'inzake overheidsopdrachten' en in artikel 35 van de wet van 13 augustus 2011, waaraan wordt gerefereerd in de aanhef van het ontwerp.

Artikel 4 van het ontwerp vindt echter rechtsgrond in artikel 26, derde lid, van de wet van 7 april 2019 'tot wijziging van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten, de wet van 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied en tot wijziging van de wet van 4 mei 2016 inzake het hergebruik van overheidsinformatie', dat de Koning machtigt om voor de artikelen 6, 14 en 20 van die wet de datum van inwerkingtreding te bepalen. Het door het ontwerp gewijzigde artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 regelt immers de inwerkingtreding van de voormelde wettelijke bepalingen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

4. De aanhef moet in overeenstemming worden gebracht met hetgeen hoger sub 3 is gesteld inzake de rechtsgrond. Er moet worden verwezen naar artikel 86, eerste lid, en artikel 156, § 1, eerste lid, van de wet van 17 juni 2016 'inzake overheidsopdrachten', artikel 35 van de wet van 13 augustus 2011 en artikel 26, derde lid, van de wet van 7 april 2019.

Daarnaast zal, gelet op hetgeen hierna sub 9 wordt opgemerkt, in voorkomend geval in de aanhef bijkomend melding moeten worden gemaakt van artikel 32/1, vierde lid, van de wet van 17 juni 2016 'betreffende de concessieovereenkomsten'.

Artikel 1

5. De gemachtigde deelde mee dat de minimale grens van 50.000 euro vermeld in paragraaf 1 van het ontworpen artikel 25 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 ook geldt voor de hypothesen vermeld in de paragrafen 2 en 3. Aangezien het aldus de bedoeling blijkt te zijn dat om een borgtocht² te mogen eisen het overeenkomstig paragraaf 2 berekende bedrag minstens 50.000 euro moet bedragen en dat de totale geraamde waarde van de raamovereenkomst minstens hetzelfde drempelbedrag moet bereiken³, zou die bedoeling duidelijker tot uiting moeten worden gebracht in de tekst van het ontwerp.

6. Het ontworpen artikel 25 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 maakt, wat betreft het percentage van de borgtocht, een onderscheid tussen de gewone regel van in beginsel 5 % van de waarde van de opdracht (paragraaf 1) en de mogelijkheid voor aanbesteders tot het vaststellen van een globale borgstelling van 3 % van het geraamde bedrag voor raamovereenkomsten met één opdrachtnemer (paragraaf 3, tweede lid).

Gevraagd om in het licht van het gelijkheidsbeginsel te verantwoorden wat de redelijke grond is om voor opdrachtnemers bij raamovereenkomsten met één opdrachtnemer in de mogelijkheid voor de aanbesteder te voorzien om een lager percentage vast te stellen, antwoordde de gemachtigde:

« La situation de l'opérateur économique partie à l'accord-cadre n'est pas comparable à celle de l'adjudicataire d'un marché public.

Un tel opérateur économique n'a en effet en principe aucune certitude sur ce qui sera réellement commandé dans le cadre de l'accord-cadre (sauf à prévoir des quantités minimales dans les documents du marché). Il ne sait dès lors pas ce que l'accord-cadre lui rapportera au final. Un cautionnement pourrait, si un pourcentage de 5 % était choisi, conduire à un prélèvement trop élevé par rapport à ce qui sera réellement commandé.

Pour un marché public, même si certains d'entre eux peuvent être d'une valeur considérable, l'adjudicataire aura toujours la certitude que le prix mentionné dans son offre ».

Vanuit het oogpunt van de coherentie van de regelgeving wordt niettemin ter overweging gegeven om, net zoals het geval is voor de borgstelling van 5 procent voor overheidsopdrachten (paragraaf 1), ook in paragraaf 3, tweede lid, aanbesteders de mogelijkheid te bieden om voor raamovereenkomsten een lager percentage dan 3 procent vast te stellen.⁴

Article 3

7. L'article 33/1, en projet, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 impose aux adjudicateurs de compléter « les champs relatifs au cautionnement du formulaire électronique séparé préparé à cet effet par le Service public fédéral Stratégie et Appui ».

Invité à préciser si certaines dispositions légales ou réglementaires sont applicables en ce qui concerne le contenu du formulaire établi par l'administration, le délégué a déclaré :

« Des contacts ont été pris entre les différentes administrations concernées pour déterminer les données qui seront demandées dans le formulaire.

Les données demandées seront très limitées, à savoir : y a-t-il un cautionnement? Et, en cas de réponse positive, quel est son montant?

A toutes fins utiles, dans les annexes de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, il est également fait référence de manière générale à 'toute information pertinente' (voir par exemple le point 30 de l'annexe 4 dudit arrêté mentionnant les données qui doivent figurer dans un avis de marché).

Dans le même ordre d'idée, des données pertinentes seront demandées dans le cadre du cautionnement ».

L'attribution d'un pouvoir réglementaire à une administration qui n'assume aucune responsabilité politique à l'égard d'une assemblée élue démocratiquement n'est en principe pas admissible car il est ainsi porté préjudice au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et au principe de la responsabilité politique des ministres. Une telle délégation ne peut être acceptée que lorsqu'il s'agit de mesures ayant une portée limitée et technique⁵.

Dès lors, le formulaire de demande ne pourra pas comporter de nouveaux éléments, et devra se limiter à refléter ceux qui sont déjà fixés par arrêté.

Si l'intention des auteurs du projet est de pouvoir également inscrire de nouveaux éléments dans le formulaire concerné, il est recommandé d'indiquer plus précisément les éléments matériels pertinents pour le formulaire dans la disposition en projet.

8. À l'article 33/1, en projet, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, on précisera chaque fois après les références aux « articles 62, alinéa 1^{er}, et 143, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, » et aux « articles 62, alinéa 2, et 143, § 1^{er}, alinéa 2[,] » qu'il s'agit d'articles mentionnés dans la « loi »⁶.

Article 4

9. Par rapport à son texte actuel, l'article 1^{er}, 3^o, en projet, de l'arrêté royal du 9 mars 2022 ne vise plus les concessions.

Invité à apporter des éclaircissements, le délégué a déclaré ce qui suit :

« Il a été décidé de ne plus viser les contrats de concession dont la valeur estimée est inférieure à 30 000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée.

Il y a en effet peu d'intérêt à viser de tels contrats de concession.

D'une part, les concessions dont la valeur est inférieure à 30 000 euros ne sont qu'exceptionnelles, voire inexistantes en pratique.

D'autre part, le champ d'application de la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession et de l'AR du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession n'inclut pas les concessions inférieures à 30 000 euros. Aucune règle n'est prévue pour de si petites concessions. Il semble dès lors incohérent de prévoir des règles uniquement pour la facturation électronique ».

On peut se rallier à la justification donnée par le délégué, compte tenu notamment de ce que dispose l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 17 juin 2016 'relative aux contrats de concession', combiné avec l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 juin 2017 'relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession'.

Il faut toutefois tenir compte à cet égard de l'habilitation prévue à l'article 32/1, alinéa 4, de la loi du 17 juin 2016 'relative aux contrats de concession', à savoir une des dispositions dont l'entrée en vigueur est réglée par la disposition qui sera remplacée par l'article 4 du projet.

Artikel 3

7. Het ontworpen artikel 33/1 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 verplicht aanbesteders tot het invullen van "de velden in verband met borgtocht van het afzonderlijk elektronisch formulier dat daartoe opgemaakt wordt door de federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning".

Gevraagd om te verduidelijken of er bepaalde wettelijke of reglementaire regels gelden inzake de inhoud van het door de administratie bepaalde formulier, stelde de gemachtigde:

"Des contacts ont été pris entre les différentes administrations concernées pour déterminer les données qui seront demandées dans le formulaire.

Les données demandées seront très limitées, à savoir : y a-t-il un cautionnement? Et, en cas de réponse positive, quel est son montant?

A toutes fins utiles, dans les annexes de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, il est également fait référence de manière générale à 'toute information pertinente' (voir par exemple le point 30 de l'annexe 4 dudit arrêté mentionnant les données qui doivent figurer dans un avis de marché).

Dans le même ordre d'idée, des données pertinentes seront demandées dans le cadre du cautionnement."

De toekenning van regelgevende bevoegdheid aan een administratie die geen politieke verantwoordelijkheid draagt ten opzichte van een democratisch verkozen vergadering is in principe ontoelaatbaar, omdat afbreuk wordt gedaan aan het beginsel van de eenheid van verordenende macht en aan het beginsel van de politieke verantwoordelijkheid van de ministers. Enkel wanneer het gaat om maatregelen die een beperkte en technische draagwijdte hebben, kan een dergelijke delegatie worden aanvaard.⁵

Het formulier zal dan ook geen nieuwe elementen mogen bevatten, en enkel een weerspiegeling mogen zijn van de elementen die al bij besluit zijn vastgesteld.

Indien het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp dat er ook nieuwe elementen in het betrokken formulier aan bod kunnen komen, verdient het aanbeveling om op meer precieze wijze de materiële elementen die relevant zijn voor het formulier op te nemen in de ontworpen bepaling.

8. In het ontworpen artikel 33/1 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 moet na de verwijzingen naar "de artikelen 62, eerste lid, en 143, § 1, eerste lid," en "de artikelen 62, tweede lid, en 143, § 1, tweede lid," telkens worden verduidelijkt dat het gaat om artikelen vermeld in de "wet".⁶

Artikel 4

9. In het ontworpen artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 wordt in vergelijking met de huidige tekst van die bepaling niet meer verwezen naar concessieovereenkomsten.

Om verdere toelichting verzocht, stelde de gemachtigde:

"Il a été décidé de ne plus viser les contrats de concession dont la valeur estimée est inférieure à 30 000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée.

Il y a en effet peu d'intérêt à viser de tels contrats de concession.

D'une part, les concessions dont la valeur est inférieure à 30 000 euros ne sont qu'exceptionnelles, voire inexistantes en pratique.

D'autre part, le champ d'application de la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession et de l'AR du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession n'inclut pas les concessions inférieures à 30 000 euros. Aucune règle n'est prévue pour de si petites concessions. Il semble dès lors incohérent de prévoir des règles uniquement pour la facturation électronique."

Met de verantwoording van de gemachtigde kan worden ingestemd, onder meer rekening houdend met hetgeen bepaald is in artikel 3, § 1, van de wet van 17 juni 2016 'betreffende de concessieovereenkomsten' juncto artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 2017 'betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten'.

In dit verband moet wel rekening worden gehouden met de machtiging die is opgenomen in artikel 32/1, vierde lid, van wet van 17 juni 2016 'betreffende de concessieovereenkomsten', i.e. een van de bepalingen waarvan de door artikel 4 van het ontwerp te vervangen

L'article 32/1, alinéa 4, précité, dispose : ⁷« Le présent article ne s'applique pas aux concessions dont le montant estimé est inférieur ou égal au montant fixé par le Roi ».

L'article 3 de l'arrêté royal du 9 mars 2022 dispose en outre :

« Le montant visé à l'article 32/1, alinéa 4 de la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession, inséré par la loi du 7 avril 2019, est fixé à 3000 euros, hors taxe sur la valeur ajoutée ».

Eu égard à l'intention des auteurs du projet, telle qu'elle est commentée par le délégué, il ne suffit pas de modifier la disposition fixant l'entrée en vigueur, mais il faut également adapter la réglementation matérielle proprement dite. Pour ce faire, en exécution de l'article 32/1, alinéa 4, de la loi du 17 juin 2016 'relative aux contrats de concession', il faudrait encore insérer dans le projet une nouvelle disposition portant à 30.000 euros le montant de 3.000 euros mentionné à l'article 3 précité de l'arrêté royal du 9 mars 2022. L'article 3 de l'arrêté royal du 9 mars 2022 n'étant pas encore entré en vigueur (voir l'article 5 de l'arrêté royal du 9 mars 2022), il faudra également adapter les règles d'entrée en vigueur de la nouvelle disposition.

Articles 4 et 5

10. L'article 4 du projet fixe une date d'entrée en vigueur postérieure à la date actuellement fixée à l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 9 mars 2022.

L'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal précité fixe l'entrée en vigueur partielle des articles 6, 14 et 20 de la loi du 7 avril 2019 au premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix-huit mois prenant cours le jour suivant la publication de cet arrêté (à savoir le 1^{er} novembre 2023) ⁸. L'article 4 du projet reporte cette date d'entrée en vigueur de quatre mois jusqu'au 1^{er} mars 2024. Or, l'article 4 du projet n'entrera en vigueur que le 1^{er} mars 2024 (l'article 5, alinéa 2, du projet vise en effet « le jour indiqué à l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 9 mars 2022, tel que modifié par la disposition susmentionnée »).

Afin d'éviter que l'entrée en vigueur partielle des articles 6, 14 et 20 de la loi du 7 avril 2019 produise néanmoins ses effets le 1^{er} novembre 2023 (et qu'ainsi le report visé par l'article 4 du projet ne soit pas concrétisé), l'article 5, alinéa 2, du projet devra fixer la date d'entrée en vigueur de l'article 4 du projet à une date antérieure à la date du 1^{er} novembre 2023.

Observation finale

11. Le projet, et particulièrement sa version néerlandaise, devra encore faire l'objet d'un contrôle du point de vue de la correction de la langue et être soumis à un examen approfondi sur le plan de l'utilisation uniforme des notions employées et de la concordance entre les versions linguistiques.

Ainsi, le texte néerlandais de l'article 25, § 2, en projet, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (inséré par l'article 1^{er} du projet) ne doit pas viser « de tweede paragraaf », mais – à l'instar du texte français – « de eerste paragraaf ».

Le greffier
Wim GEURTS

Le président
Marnix VAN DAMME

Notes

(**) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, in fine, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

(1) L'article 5, alinéa 2, du projet vise « le jour indiqué à l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 9 mars 2022, tel que modifié par la disposition susmentionnée ». Il s'agit de la date du 1^{er} mars 2024, mentionnée à l'article 4 du projet.

(2) Un « cautionnement » est défini comme étant une garantie financière donnée par l'adjudicataire de ses obligations jusqu'à complète et bonne exécution du marché (article 2, 8^o, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013).

(3) À ce propos, le délégué a encore précisé ce qui suit : « (...) A toutes fins utiles, pour ce qui concerne l'accord-cadre, c'est le montant total qui doit être pris en compte et non le montant des marchés basés sur l'accord-cadre. Un accord-cadre dont le montant total est de 55

bepaling de inwerkingtreding regelt. Het voormelde artikel 32/1, vierde lid, luidt: ⁷“Dit artikel is niet van toepassing op concessies waarvan het geraamde bedrag lager is dan of gelijk is aan het bedrag bepaald door de Koning.”

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 luidt voorts:

“Het bedrag bedoeld in artikel 32/1, vierde lid, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten, ingevoegd bij de wet van 7 april 2019, bedraagt 3 000 euro, exclusief belasting over de toegevoegde waarde.”

In het licht van de bedoeling van de stellers van het ontwerp zoals toegelicht door de gemachtigde volstaat het niet om de bepaling inzake de inwerkingtreding te wijzigen, doch dient ook de materiële regeling zelf te worden aangepast. Hiertoe zou, ter uitvoering van artikel 32/1, vierde lid, van wet van 17 juni 2016 'betreffende de concessieovereenkomsten', nog een nieuwe bepaling in het ontwerp moeten worden ingevoegd die het bedrag van 3.000 euro, vermeld in het voornoemde artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 maart 2022, wijzigt naar 30.000 euro. Aangezien artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 nog niet in werking is getreden (zie artikel 5 van het koninklijk besluit van 9 maart 2022), zal voor de nieuwe bepaling ook in een aangepaste regeling inzake de inwerkingtreding moeten worden voorzien.

Artikelen 4 en 5

10. Artikel 4 van het ontwerp stelt een latere datum van inwerkingtreding vast dan de datum die momenteel is vastgesteld in artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 9 maart 2022.

Artikel 1, 3^o, van het voormeld koninklijk besluit voorziet in een gedeeltelijke inwerkingtreding van de artikelen 6, 14 en 20 van de wet van 7 april 2019 op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van achttien maanden die ingaat op de dag na de bekendmaking van dat besluit (i.e. 1 november 2023). ⁸ Die datum van inwerkingtreding wordt door artikel 4 van het ontwerp met vier maanden uitgesteld tot 1 maart 2024. Artikel 4 van het ontwerp treedt echter pas op 1 maart 2024 in werking (artikel 5, tweede lid, van het ontwerp verwijst immers naar “de dag bepaald in artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 9 maart 2022, zoals gewijzigd door de voormelde bepaling”).

Om te vermijden dat de gedeeltelijke inwerkingtreding van de artikelen 6, 14 en 20 van de wet van 7 april 2019 alsnog uitwerking zou hebben op 1 november 2023 (en het door artikel 4 van het ontwerp beoogde uitstel dus niet zou worden gerealiseerd), zal in artikel 5, tweede lid, van het ontwerp de datum van inwerkingtreding van artikel 4 van het ontwerp moeten worden vastgesteld op een datum die voorafgaat aan de datum van 1 november 2023.

Slotopmerking

11. Het ontwerp, en in het bijzonder de Nederlandse tekst ervan, moet nog worden onderworpen aan een taalkundig nazicht en grondig worden nagelezen op het vlak van eenvormig gebruik van begrippen en overeenstemming tussen de taalversies.

Zo moet in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 25, § 2, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 (zoals ingevoegd door artikel 1 van het ontwerp) niet worden verwezen naar “de tweede paragraaf”, maar – zoals in de Franse tekst – naar de eerste paragraaf.

De griffier
Wim GEURTS

De voorzitter
Marnix VAN DAMME

Nota's

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, in fine, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege wordt verlengd met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

(1) Artikel 5, tweede lid, van het ontwerp verwijst naar “de dag bepaald in artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 9 maart 2022, zoals gewijzigd door de voormelde bepaling”. Het betreft de datum van 1 maart 2024 waarvan melding wordt gemaakt in artikel 4 van het ontwerp.

(2) Een “borgtocht” wordt gedefinieerd als een financiële garantie gegeven door de opdrachtnemer voor zijn verplichtingen tot de volledige en goede uitvoering van de opdracht (artikel 2, 8^o, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013).

(3) De gemachtigde gaf in dit verband ook nog de volgende verduidelijking: “(...) A toutes fins utiles, pour ce qui concerne l'accord-cadre, c'est le montant total qui doit être pris en compte et non le montant des marchés basés sur l'accord-cadre. Un accord-cadre dont

000 euros mais dont les montants des marchés basés sur cet accord-cadre sont inférieurs à 50 000 euros ne serait dès lors pas visé par cette exception ».

(4) Voir également à cet égard la référence que fait le rapport au Roi à un éventuel « cautionnement disproportionné » s'il existe une incertitude quant à la question de savoir s'il sera effectivement passé commande.

(5) Une telle délégation de compétence réglementaire doit également être distinguée d'un dispositif accordant la liberté aux pouvoirs adjudicateurs d'ajouter, pour un marché spécifique, des informations pertinentes qu'ils ont choisies aux informations concernant le marché, comme tel est le cas par exemple au point 30 de l'annexe 4 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 'relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques', auquel le délégué fait référence.

(6) L'article 2, 1^o, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 définit la notion de « loi » comme étant la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

(7) L'article 26, alinéa 3, de la loi du 7 avril 2019 habilite le Roi à fixer notamment la date d'entrée en vigueur de l'article 14 de cette loi.

(8) L'arrêté royal du 9 mars 2022 a été publié au *Moniteur belge* le 31 mars 2022.

4 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, l'article 14/1, alinéa 4, inséré par la loi du 7 avril 2019, l'article 86, alinéa 1^{er}, et l'article 156, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession, l'article 32/1, alinéa 4 ;

Vu la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité, l'article 11/1, alinéa 4, inséré par la loi du 7 avril 2019 et l'article 35, alinéa 1^{er} ;

Vu la loi du 7 avril 2019 modifiant la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession, la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité et modifiant la loi du 4 mai 2016 relative à la réutilisation des informations du secteur public, l'article 26, alinéa 3 ;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession, l'article 1^{er}, 3^o ;

Vu les avis de la Commission des marchés publics, donné les 14 septembre 2022 et 14 février 2023 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée le 23 mars 2023, conformément aux articles 6, § 1^{er}, et 7, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mars 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 17 mai 2023 ;

Vu l'avis 73.867/1 du Conseil d'Etat, donné le 14 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Premier Ministre et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er} — *Modifications de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, en ce qui concerne le cautionnement*

Article 1^{er}. L'article 25 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, modifié par les arrêtés royaux des 7 février 2014 et 22 juin 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Cautionnement – Champ d'application et montant

le montant total est de 55 000 euros mais dont les montants des marchés basés sur cet accord-cadre sont inférieurs à 50 000 euros ne serait dès lors pas visé par cette exception. »

(4) Zie in dit verband ook de verwijzing in het verslag aan de Koning naar een mogelijk "disproportioneel hoge borgtocht" in geval er onduidelijkheid zou zijn of er effectief wel besteld zal worden.

(5) Een dergelijke delegatie van regelgevende bevoegdheid moet ook onderscheiden worden van een regeling waarbij aanbestedende overheden de vrijheid krijgen om, voor een specifieke opdracht, door hen gekozen relevante informatie toe te voegen in de inlichtingen bij de opdracht zoals bijvoorbeeld het geval is in punt 30 van bijlage 4 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 'plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren', waar de gemachtigde naar verwijst.

(6) Artikel 2, 1^o, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 definieert het begrip "wet" als de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

(7) Artikel 26, derde lid, van de wet van 7 april 2019 machtigt de Koning onder meer om voor artikel 14 van die wet de datum van inwerkingtreding te bepalen.

(8) Het koninklijk besluit van 9 maart 2022 is op 31 maart 2022 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

4 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, artikel 14/1, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 7 april 2019, artikel 86, eerste lid, en artikel 156, § 1, eerste lid;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten, artikel 32/1, vierde lid;

Gelet op de wet van 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied, artikel 11/1, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 7 april 2019, en artikel 35, eerste lid;

Gelet op de wet van 7 april 2019 tot wijziging van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten, de wet van 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied en tot wijziging van de wet van 4 mei 2016 inzake het hergebruik van overheidsinformatie, artikel 26, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten, artikel 1, 3^o;

Gelet op de adviezen van de Commissie voor de overheidsopdrachten, gegeven op 14 september 2022 en 14 februari 2023;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd op 23 maart 2023, overeenkomstig de artikelen 6, § 1, en 7, § 1, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 maart 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 17 mei 2023;

Gelet op advies 73.867/1 van de Raad van State, gegeven op 14 juli 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Eerste Minister en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1 — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, met betrekking tot de borgtocht*

Artikel 1. Artikel 25 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 februari 2014 en 22 juni 2017, wordt vervangen als volgt:

“Borgtocht – Toepassingsgebied en bedrag

Art. 25. § 1^{er}. Le cautionnement est de cinq pour cent de la valeur du marché. L'adjudicateur peut néanmoins ne pas demander de cautionnement ou prévoir un pourcentage moins élevé. S'il décide de ne pas demander de cautionnement ou s'il prévoit un pourcentage moins élevé, l'adjudicateur insère une disposition en ce sens dans les documents du marché.

§ 2. Pour les marchés de fournitures et de services sans indication d'un prix total, sauf disposition contraire dans les documents du marché, le montant qui doit par la suite être multiplié par le pourcentage visé au paragraphe 1^{er}, correspond au montant mensuel estimé du marché multiplié par six.

§ 3. Pour les accords-cadres, le cautionnement est constitué, le cas échéant, par marché fondé sur l'accord-cadre, conformément aux paragraphes 1^{er} et 2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'adjudicateur peut prévoir dans les documents du marché, en cas d'accord-cadre conclu avec un seul adjudicataire, la constitution d'un cautionnement global pour l'accord-cadre. Le cautionnement global est fixé à trois pour cent du montant estimé de l'accord-cadre. L'adjudicateur peut toutefois prévoir un pourcentage moins élevé. Dans un tel cas, l'adjudicateur insère une disposition en ce sens dans les documents du marché.

§ 4. Pour les marchés à tranches, le cautionnement, lorsqu'il doit être constitué, doit l'être par tranche à exécuter.

§ 5. Les montants ainsi obtenus sont arrondis à la dizaine d'euros supérieure. Sont pareillement arrondis, les compléments en numéraire du cautionnement constitué partiellement en fonds publics, ainsi que les remboursements partiels effectués conformément aux conditions du marché.

§ 6. L'adjudicateur ne peut pas exiger de cautionnement pour les marchés publics et les accords-cadres dont le montant d'attribution est inférieure à 50.000 euros.

§ 7. Les articles 26 à 33 ne sont d'application que pour autant qu'un cautionnement soit constitué en vertu du présent article. ».

Art. 2. . Dans l'article 33 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Si l'adjudicateur accepte la réception provisoire et/ou définitive, le cautionnement est libéré, pour moitié ou en totalité conformément aux articles 93, 133, 144 et 158 et ce, même si l'adjudicataire n'a fait aucune demande en ce sens. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « dans les quinze jours qui suivent le jour de la demande » sont remplacés par les mots « dans les quinze jours qui suivent la réception provisoire et/ou définitive ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 33/1 rédigé comme suit :

« Art. 33/1. Les adjudicateurs complètent les champs relatifs au cautionnement du formulaire électronique séparé préparé à cet effet par le Service public fédéral Stratégie et Appui. Ce formulaire doit être rempli à la suite de l'avis d'attribution de marché visé aux articles 62, alinéa 1^{er}, et 143, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi ou à la suite de l'avis d'attribution de marché simplifié visé aux articles 62, alinéa 2, et 143, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi.

Les adjudicateurs indiquent dans le formulaire électronique si un cautionnement est exigé ainsi que le montant dudit cautionnement. ».

CHAPITRE 2 — *Modification de l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession*

Art. 4. . Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o le 1^{er} mars 2024, pour les marchés publics et les contrats de concession dont la valeur estimée est inférieure à 30 000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée et :

a) dont l'invitation à introduire une offre est lancée à partir de cette date ; ou

b) dont la commande est envoyée à partir de cette date, à défaut d'une invitation à introduire une offre. ».

Art. 25. § 1. De borgtocht bedraagt vijf procent van de waarde van de opdracht. De aanbesteder kan echter beslissen om geen borgtocht te vragen of een lager percentage vaststellen. Indien hij beslist om geen borgtocht te vragen of een lager percentage vaststelt, neemt de aanbesteder een bepaling in die zin op in de opdrachtdocumenten.

§ 2. Voor opdrachten voor leveringen en diensten die geen totale prijs vermelden en behoudens andersluidende bepaling in de opdrachtdocumenten, stemt het bedrag dat vervolgens vermenigvuldigd moet worden met het in de eerste paragraaf bedoelde percentage, overeen met het geraamde maandelijks bedrag van de opdracht vermenigvuldigd met zes.

§ 3. Voor raamovereenkomsten wordt de borgtocht, in voorkomend geval, gesteld per opdracht gebaseerd op de raamovereenkomst, overeenkomstig de paragrafen 1 en 2.

In afwijking van het eerste lid kan de aanbesteder, in geval van een raamovereenkomst met één opdrachtnemer, in de opdrachtdocumenten een globale borgstelling voorzien voor de raamovereenkomst. De globale borgtocht wordt vastgesteld op drie procent van het geraamde bedrag van de raamovereenkomst. De aanbesteder kan echter een lager percentage vaststellen. In dat geval neemt hij een bepaling in die zin op in de opdrachtdocumenten.

§ 4. Voor opdrachten in gedeelten wordt de borgtocht, wanneer die verplicht is, gesteld per uit te voeren gedeelte.

§ 5. De aldus bekomen bedragen worden naar het hogere tiental in euro afgerond. Ook de aanvullende bedragen in speciën van de gedeeltelijk in publieke fondsen gestelde borgtocht, alsmede de gedeeltelijke terugbetalingen overeenkomstig de voorwaarden van de opdracht, worden aldus afgerond.

§ 6. De aanbesteder mag geen borgtocht eisen voor overheidsopdrachten en raamovereenkomsten waarvan het gunningsbedrag lager is dan 50.000 euro.

§ 7. De artikelen 26 tot 33 zijn slechts van toepassing voor zover krachtens dit artikel een borgtocht wordt gesteld. ».

Art. 2. . In artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“Indien de aanbesteder de voorlopige en/of definitieve oplevering aanvaardt, wordt de borgtocht voor de helft of volledig vrijgegeven overeenkomstig de artikelen 93, 133, 144 en 158, zelfs indien de opdrachtnemer geen verzoek in die zin heeft ingediend.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “binnen vijftien dagen na de dag van het verzoek” vervangen door de woorden “binnen vijftien dagen na de voorlopige en/of definitieve oplevering”.

Art. 3. . In hetzelfde besluit wordt een artikel 33/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 33/1. In het afzonderlijk elektronisch formulier dat daartoe opgemaakt wordt door de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, vullen aanbesteders de velden betreffende de borgtocht in. Dit formulier moet ingevuld worden naar aanleiding van de in de artikelen 62, eerste lid, en 143, § 1, eerste lid, van de wet bedoelde aankondiging van gegunde opdracht, dan wel naar aanleiding van de in de artikelen 62, tweede lid, en 143, § 1, tweede lid, van de wet bedoelde vereenvoudigde aankondiging van gegunde opdracht.

De aanbesteders geven in het elektronisch formulier aan of een borgtocht vereist is en vermelden het bedrag hiervan. ”.

HOOFDSTUK 2 — *Wijziging van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten*

Art. 4. . In artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten, wordt de bepaling onder 3^o vervangen als volgt:

“3^o op 1 maart 2024, voor de overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten waarvan de geraamde waarde lager is dan 30 000 euro exclusief belasting over de toegevoegde waarde en waarbij:

a) vanaf die datum wordt uitgenodigd tot het indienen van een offerte; of

b) vanaf die datum een bestelling wordt verstuurd, bij gebreke van een uitnodiging tot het indienen van een offerte.”.

CHAPITRE 3 — *Entrée en vigueur et disposition finale*

Art. 5. Le présent arrêté, à l'exception de l'article 4, entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge* pour les marchés publiés ou qui auraient dû être publiés à partir de cette date, ainsi que pour les marchés pour lesquels, à défaut d'une obligation de publication préalable, l'invitation à introduire une offre est lancée à partir de cette date.

L'article 4 entre en vigueur le 31 octobre 2023.

Art. 6. Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

Le Ministre des PME,
D. CLARINVAL

Le Secrétaire d'Etat à la Digitalisation,
chargé de la Simplification administrative,
M. MICHEL

HOOFDSTUK 3 — *Inwerkingtreding en slotbepaling*

Art. 5. Dit besluit, met uitzondering van artikel 4, treedt in werking de eerste dag van de tweede maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, voor de opdrachten die vanaf die datum bekendgemaakt worden of hadden moeten worden bekendgemaakt, alsook voor de opdrachten waarvoor, bij ontstentenis van een verplichting tot voorafgaande bekendmaking, vanaf deze datum wordt uitgenodigd tot het indienen van een offerte.

Artikel 4 treedt in werking op 31 oktober 2023.

Art. 6. De Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
A. DE CROO

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

De Minister van KMO's,
D. CLARINVAL

De Staatssecretaris voor Digitalisering,
belast met Administratieve Vereenvoudiging,
M. MICHEL

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C – 2023/15375]

15 JUNI 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 16 décembre 2021, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux, relative à la modification et coordination du régime de pension sectoriel social et au changement de l'organisme de solidarité avec transfert du fonds de solidarité (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 16 décembre 2021, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux, relative à la modification et coordination du régime de pension sectoriel social et au changement de l'organisme de solidarité avec transfert du fonds de solidarité.

Art. 2. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2023/15375]

15 JUNI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2021, gesloten in het Paritair Subcomité voor de edele metalen, betreffende de wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel en overgang van solidariteitsinstelling met overdracht van het solidariteitsfonds (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de edele metalen;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2021, gesloten in het Paritair Subcomité voor de edele metalen, betreffende de wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel en overgang van solidariteitsinstelling met overdracht van het solidariteitsfonds.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.